

ches. Ce que le gouvernement fait entre autres choses, et cela coûte très cher, c'est d'entretenir d'importantes installations de recherche comme le Conseil national de recherches et les autres organismes de recherche. L'aide aux universités, aux hôpitaux, à la recherche médicale représente un autre aspect. Il faut aussi mentionner les travaux particuliers de recherche qui reçoivent un appui direct. Le Conseil de recherches pour la défense peut exprimer le désir de faire exécuter des travaux par une société. Il n'est pas question de l'importance de la société, mais des personnes en cause et de leur capacité. Mais sans tenir compte de ces aspects, je croirais que pour l'industrie en général, il devrait exister un programme d'encouragement qui n'exclurait pas ce qui existe déjà, mais l'engloberait. Je proposerais que l'on agisse dans le domaine des dégrèvements d'impôts plutôt que de s'en remettre à un régime d'approbation d'entreprises individuelles.

Le sénateur Grosart: Vous ne proposeriez pas ces dégrèvements d'impôts comme politique globale du gouvernement dans le domaine de la recherche industrielle?

M. Mackenzie: Non, sûrement pas. Ce n'est qu'un aspect.

Le président: Croyez-vous qu'il serait possible aussi d'encourager la collaboration, en matière de recherche industrielle, entre sociétés de moindre envergure?

M. Mackenzie: Je ne sais pas. Je ne suis pas du tout convaincu que de pareilles entreprises pourraient réussir. Dans certains domaines, il est évident que les travaux de recherche doivent être centralisés. L'agriculture est un excellent exemple. Vous ne pouvez pas demander à un agriculteur de mettre sur pied un établissement de recherche. Il faut que ce soit fait par un organisme. La situation est la même quant aux pêcheries, et ainsi de suite. Cependant, quand on en vient à la recherche industrielle, les pâtes et papiers semblent pouvoir s'en accommoder. Mais, comme j'ai dit, je ne suis pas sûr que cela soit pratique pour toutes les autres industries. Il faudrait qu'on me le démontre. Je ne le pense pas.

Le sénateur Aird: Une des difficultés que nous avons examinées au cours de séances antérieures est de nous tenir au courant de ce qui se passe sur la scène de la technologie, qui est en pleine évolution. Supposons que vous avez raison de soutenir que le gouvernement ne devrait pas avoir de maîtrise sur le lancement de travaux de recherche et de développement. Ne pensez-vous pas qu'à la Chemcell, par exemple, viendrait un moment

où la participation deviendrait nécessaire? J'ai déjà demandé pourquoi l'industrie du papier était rattachée à l'industrie des produits chimiques. Il existe, je pense, plusieurs réponses évidentes que vous nous avez données. Dans le contexte canadien, une multiplicité de produits voit le jour. Il semble que pour les produits de l'industrie chimique se dessinent de nouveaux emplois et de nouveaux usages. Les armes et les munitions proviennent sûrement de l'industrie chimique.

Étant donné cet arrière-plan et la difficulté de nous tenir au courant... j'hésite à parler de «contrôle» parce que je ne suis pas sûr que ce soit ce que veut le gouvernement. Il s'agit peut-être de direction. Le gouvernement s'intéresse au problème de la direction... Ne croyez-vous pas que même pour une société comme la Chemcell vient un moment où il faut qu'il y ait partage, divulgation pour que les gens puissent savoir et puissent prendre des décisions, et pour que le gouvernement puisse établir les priorités dont il est question dans votre exposé?

M. Mackenzie: Je comprends bien. Chemcell, par exemple, à un certain moment travaillait à trois ou quatre projets qui avaient été approuvés par le Conseil national de recherches, et dont le gouvernement défrayait la moitié du coût. C'étaient des projets que nous avions conçus, si vous voulez, dont le Conseil national de recherches a pensé qu'ils étaient utiles et auxquels il était disposé à collaborer. C'est une partie très recommandable de ce programme. Je ne crois pas que la politique globale du gouvernement relative à l'encouragement doive se résumer à ce programme aux termes duquel il faut faire approuver chaque entreprise individuellement, je pense que cet encouragement d'ordre général dont nous jouissons il y a quelques années est vraiment nécessaire en plus du programme précité.

Le sénateur Aird: Je reconnais la valeur de votre énoncé et je comprends que dès les débuts, vos travaux de recherche et de développement doivent progresser, par ce que je conviens que l'industrie, de façon générale, n'entreprend pas beaucoup de recherches futiles. Cependant il y a un moment, et je pense que c'est le nœud de la discussion, où il faut décider de ce qui peut être fait pour allier cette donnée de sens commun aux priorités que nous voulons établir. Cela se rattache au sens des questions du sénateur O'Leary (Carleton). Il me semble que nous sommes parvenus à cette étape.

Le sénateur O'Leary (Carleton): Serait-ce une solution que les sociétés communiquent leurs découvertes au Conseil national de recherches?